Union syndicale Solidaires SUD SFR

2017, L'année morbide pour les salarié-es de SFR

Communiqué de presse 26 avril 2017

Depuis le mois de septembre 2016, la direction du groupe SFR-Altice a décidé de supprimer 5 000 emplois sur le groupe et d'externaliser la partie « Service Client » vers le prestataire INTELCIA (racheté depuis par ALTICE).

Cette bombe a eu pour effet de semer un vent de panique chez les salarié-es et leurs familles et leur avenir professionnel. L'angoisse est grandissante pour toutes et tous. Les salarié-es, eux, n'ont rien demandé et veulent garder leur emploi chez SFR, mais surtout ne pas être transférés chez INTELCIA. Pendant plusieurs mois suite à ces annonces, les directions de l'UES SFR ainsi que celle de SFR Service Client sont restées muettes volontairement devant les Instances Représentatives du Personnel (CCE, CE, CHSCT et DP).

Aujourd'hui, la GPEC a été signée le Livre 2 présenté, le Livre 1 est en cours de finalisation au niveau des négociations. L'éclaircie survenue lors de la présentation du Livre 2 est devenue par la suite d'une obscurité sans nom de par le flou artistique maintenu par la direction du groupe SFR-Altice sur l'application des mesures.

Ce groupe a pu prendre forme, (alors que Patrick DRAHI était déjà endetté à hauteur de 5 milliards d'€) par la validation de rachat pour 17 milliards d'€ par un certain Emmanuel MACRON alors Ministre de l'économie, il est donc, de fait, responsable de la situation actuelle. Mr MACRON est-il au courant du sort réservé aux salarié-es du groupe SFR-ALTICE aujourd'hui ?

Encore aujourd'hui, lors des « négociations » du Livre 1, la direction ne donne toujours aucune information sur le financement et ses modalités de ce Plan de Départ Volontaire. Elle laisse les Organisations Syndicales Représentatives (et d'autres, dont la CFTC qui n'a aucune représentativité ni aucun élu chez SFR), se dépatouiller pour proposer des aménagements des départs de salarié-es selon les différents bassins de l'emploi partout en France sans transparence. Les salarié-es des services supprimés ne sont pas prioritaires au PDV alors qu'ils n'auront plus d'activités. Ce fonctionnement est tout proprement scandaleux, mais il révèle surtout le peu de cas que l'on fait des salarié-es…

Notre Organisation Syndicale n'est plus représentative chez SFR Service Client, mais est représentée par des élus au niveau national du CE SFR Service Client et en DP dans certains de ses établissements. Nous ne sommes donc pas présents à ces négociations. Nous avions demandé à la direction de pouvoir y participer car nous représentons les salarié-es directement impacté-es par ce projet. Mais cette dernière a refusé mais invite la CFTC alors qu'elle n'est pas représentative et n'a aucun élu-e.

Les salarié-es doivent être tou-tes représenté-es dans les discussions avec l'entreprise.
Nous voulons des réels droits pour les salarié-es !

Soyons réalistes, exigeons que les salarié-es volontaires puissent partir !!!
Ce serait un vrai PDV (Plan De départ Volontaire).

Contacts SUD SFR :

Rémi HADIDA
remi.hadida@sfr.com
Tél : 06 88 85 20 17

Tristan MONDOLONI
tristan.mondoloni@sfr.com
Tél : 06 19 22 54 07